

L'église catholique en RDC

au milieu du village ou au coeur de la contestation ?





[Le Groupe d'étude sur le Congo \(GEC\)](#) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

[Ebuteli](#) est un institut congolais de recherche, partenaire du Groupe d'étude sur le Congo. Nos analyses portent sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli, escalier en lingala, se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.



Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Résumé..... | 6 |
| Une brève histoire de l'Église catholique et son rapport avec la politique congolaise..... | 6 |
| L'Église et le mouvement pour l'indépendance | 7 |
| La Conférence nationale souveraine et l'Église..... | 8 |
| L'Église catholique et les manifestations de 2015-2018..... | 9 |
| L'Église catholique et la démocratie au Congo..... | 12 |
| L'objectif de l'activisme de l'Église..... | 12 |
| La démocratie au sein de l'Église : qui prend les décisions ?..... | 13 |
| Conclusion et considérations politiques..... | 15 |
| Annexe: organigramme de l'église catholique en RDC..... | 18 |
| Références..... | 19 |



À propos de la série « Mukalenga wa Bantu »

Ce 3 octobre, le [Groupe d'étude sur le Congo \(GEC\)](#) et son partenaire de recherche Ebuteli lancent une série de rapports sur la démocratie en République démocratique du Congo. Ce projet se concentrera sur les structures de mobilisation comme moyen d'examiner les canaux de redevabilité dans le pays.

Les Congolais croient massivement en l'élection de leurs dirigeants - dans notre récent sondage avec Berci, 77 % ont déclaré que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement ; très peu souhaiteraient revenir à l'époque du parti unique ou du régime militaire. Et pourtant, la plupart d'entre eux ne sont pas satisfaits de ce que la démocratie leur a apporté. Seuls 37,5 % expriment un certain degré de confiance dans le gouvernement central et 32 % pour l'Assemblée nationale.

Comment expliquer cet écart entre la popularité de la démocratie et le mécontentement à l'égard du gouvernement et des élus ? De nombreux facteurs contribuent aux défaillances démocratiques. Une grande partie de l'attention s'est portée sur le processus électoral lui-même - la commission électorale, le système judiciaire et les allégations de fraude électorale. À cet effet, le GEC et Ebuteli publieront une analyse similaire qui fait cette fois-ci le diagnostic des scrutins prévus en 2023. D'autres études ont souligné le besoin d'éducation civique et les dysfonctionnements de l'écosystème médiatique au Congo.

Cette série de rapports adopte une approche différente, en se concentrant sur les différents canaux de mobilisation populaire dans le pays qui influencent le comportement du gouvernement. Le titre de cette série—« Mukalenga wa bantu, bantu wa mukalenga » (Le chef n'existe qu'à travers le peuple et vice versa)—un adage du Kasai, indique cette nécessité pour les dirigeants de rendre des comptes au peuple, en même temps que ces citoyens ont le devoir de se mobiliser et de se faire entendre.

Les partis politiques eux-mêmes sont l'exemple le plus évident de ce genre de structure. Nous publierons deux rapports dans le cadre de cette série, l'un sur l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et l'autre sur le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), les deux plus importantes formations politiques apparues depuis le début de la démocratisation en 1990. L'argument ici est clair : le degré auquel les partis peuvent forger des mécanismes internes de redevabilité et une idéologie cohérente influencera la façon dont ils gouvernent.

Nous examinons également d'autres structures de mobilisation qui n'aspirent pas à gouverner, mais qui sont essentielles au bon fonctionnement d'une démocratie. Notre premier rapport dans la série examinera le rôle de l'Église catholique dans la démocratie du pays. Le Congo est une société plurielle, et ce type d'institutions - dont nous soulignerons les forces et les faiblesses - a contribué à la vitalité de sa démocratie : les manifestants ont veillé à ce que le nombre de mandats soit respecté, et une majorité de parlementaires ne sont pas réélus chaque fois que les citoyens se rendent aux urnes.

Et notre dernier rapport examinera comment des hommes politiques ont utilisé les équipes de football pour accroître leur popularité et leur influence, y compris au niveau des élections, tout en soulignant les caractéristiques de redevabilité au sein de ces clubs.

Tous ces rapports seront publiés sur notre site web et sur les médias sociaux. Vos idées nous sont précieuses : tenez-nous également redevables en nous envoyant un email (info@ebuteli.org, contact@congoresearchgroup.org) ou en nous mentionnant sur les réseaux sociaux (@GEC_CRG, @ebuteli).



Glossaire des acronymes

| | |
|--------------|--|
| CALCC | Conseil de l'apostolat des laïcs du Congo |
| CECD | Commission épiscopale Caritas-Développement |
| CENCO | Conférence épiscopale nationale du Congo |
| Ceni | Commission électorale nationale indépendante |
| Cepas | Centre d'études pour l'action sociale |
| CERN | Commission épiscopale pour les ressources naturelles |
| CEVB | Communautés ecclésiales vivantes de base |
| CLC | Comité laïc de coordination |
| CNS | Conférence nationale souveraine |
| GEC | Groupe d'étude sur le Congo |
| MPR | Mouvement populaire pour la révolution |
| MSR | Mouvement social pour le renouveau |
| RDC | République démocratique du Congo |



Résumé

L'Église catholique a eu un impact énorme sur le champ politique et la société de la République démocratique du Congo depuis l'époque coloniale. Aujourd'hui, elle est un acteur important de la sphère politique congolaise, jouant un rôle central dans les protestations autour du processus électoral qui ont secoué la nation entre 2015 et 2018. Durant cette période, l'Église a pu, à de nombreuses reprises, mobiliser des dizaines de milliers de manifestants dans les rues, en fournissant le leadership et l'encadrement moral de ces rassemblements. Plus que toute autre institution probablement, ces dernières années, l'Église catholique a lancé un défi moral et politique aux élites au pouvoir, et a contribué à la redynamisation d'une opposition politique affaiblie par les pratiques de débauchage et de corruption.

Dans ce premier rapport du Groupe d'étude sur le Congo et d'Ebuteli sur les structures qui mobilisent les Congolais dans la politique – allant des partis politiques au clubs de football –, nous analysons l'importance de l'Église catholique – et particulièrement celles de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et du Comité laïc de coordination (CLC) – dans la démocratie congolaise.

Il ne fait aucun doute que l'Église a été capable d'articuler une critique forte de la gouvernance par les élites dirigeantes et a été capable de mobiliser ses fidèles et d'autres couches de la population, en particulier lorsqu'il s'agissait de questions concernant les élections. Nous soutenons cependant ici que son activisme politique – au moins quand il s'agit de mobiliser ses fidèles dans les rues – s'est concentré de manière relativement étroite sur les droits politiques. Bien que la sécurité, la pauvreté et les services publics soient souvent mentionnés dans leur discours et lettres, les évêques mobilisent surtout leurs fidèles sur la tenue des élections démocratiques, crédibles et transparentes. Cela représente une opportunité manquée. La faiblesse du système démocratique congolais dépasse la fraude électorale. Une fois au pouvoir, les élus déploient rarement une vision programmatique du progrès pour laquelle les électeurs peuvent les tenir responsables. L'Église catholique, notamment en raison de l'importance qu'elle accorde à la justice sociale et à la pauvreté, a le potentiel de mobiliser l'électorat et de susciter des discussions autour de ces priorités politiques au Congo. Ce que les ONG ont eu du mal à faire en dehors d'une élite restreinte.

En plus, malgré son activisme courageux en faveur de la démocratie, l'Église a ses propres défis démocratiques in-

ternes. Cela s'exprime à deux niveaux. Premièrement, la décentralisation de l'Église fait que les différents évêques adoptent parfois des positions contradictoires - on a pu le constater lors des manifestations de 2015-2018, où certains étaient beaucoup plus favorables au gouvernement de Joseph Kabila que d'autres. La CENCO, qui est censée offrir un espace de coordination et de débat, n'a pas toujours été en mesure d'unir ses évêques derrière un point de vue commun, suivi et respecté par tout le monde.

Le deuxième défi consiste en la redevabilité : les dirigeants de l'Église ne sont pas élus par leurs paroissiens et ne leur rendent qu'exceptionnellement de comptes. C'est un corps dirigé par des évêques non élus, qui ont été désignés par le pape au terme d'un processus impliquant d'autres évêques et le nonce apostolique. Alors que les évêques sont profondément influencés par les préoccupations de leurs chrétiens, le processus décisionnel de la CENCO est difficilement lisible et relativement peu redevable devant les fidèles. Le mouvement pour une plus grande responsabilité, initié par le Concile Vatican II, devrait être renforcé au Congo.

En ce qui concerne les manifestations de rue, qui ont été essentielles au processus démocratique, ce sont surtout les organisations laïques - le CLC et le Conseil de l'apostolat des laïcs du Congo (CALCC) - qui ont été capables de mobiliser les fidèles. La première organisation est largement dirigée par des individus forts et charismatiques, avec peu de structures ou de règlements internes, et avec un focus sur la ville de Kinshasa ; la seconde, le CALCC, est plus institutionnalisée et fait formellement partie de l'Église, mais n'est pas très active dans l'ensemble du pays. Pour renforcer la redevabilité et aussi empêcher la récupération politique, ces structures laïques doivent davantage encourager le recours aux mécanismes de démocratie directe en leur sein afin de renforcer la capacité du citoyen à prendre part aux options à lever.

Une brève histoire de l'Église catholique et son rapport avec la politique congolaise

En 2018, à la suite d'une vague de manifestations brutalement réprimées, le président Joseph Kabila déclare : « *Jésus-Christ n'a jamais présidé une commission électorale. Rendons à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu. Quand on essaie de mélanger*

les deux, c'est dangereux. » L'Église catholique est pourtant un acteur essentiel de la politique congolaise depuis la création du pays. Plus récemment, elle a joué un rôle clé dans les mobilisations de la population souvent turbulentes qui constituent une caractéristique essentielle du processus démocratique.

L'Église catholique est présente dans la partie occidentale de ce qui est devenu le Congo depuis le XVI^e siècle, en raison des liens entre le Vatican et le royaume Kongo, et dans le reste du pays depuis la création de l'État indépendant du Congo en 1885. C'est lorsque le gouvernement belge reprend l'administration du pays en 1908 que l'Église devient un partenaire clé du gouvernement colonial, recevant des subventions pour gérer les écoles et les soins de santé. Au début du Congo belge, la majorité des Occidentaux sont des missionnaires catholiques belges ; la plupart d'entre eux sont également des fonctionnaires coloniaux¹. Ils ont eu un impact spectaculaire sur les sociétés locales, participant à l'essentialisation des identités par le catalogage des communautés ethniques et la traduction de la Bible dans les langues locales, et l'éradication partielle des religions et spiritualités locales. Comme le dit le premier cardinal congolais, Joseph-Albert Malula, « *pour notre peuple, l'Église était l'État, et l'État était l'Église* »².

L'Église et le mouvement pour l'indépendance

Les années 1960 voient un renversement considérable du rôle de l'Église catholique. Elle passe du statut de partenaire du gouvernement à celui de farouche opposant. Ce changement commence avant l'indépendance, avec la formation d'un petit groupe d'intellectuels congolais à Kinshasa, qui publie en 1956 le manifeste *Conscience africaine*, appelant à l'émancipation progressive du Congo de la Belgique. Le manifeste, organisé par Malula, alors vicaire de la paroisse du Christ-Roi à Léopoldville (Kinshasa), contribue à cristalliser le mouvement indépendantiste naissant. Malula, ainsi que d'autres intellectuels, cherchait à éloigner l'Église de l'État tout en renforçant ses liens avec la population. Ces tensions s'intensifient de façon spectaculaire après l'arrivée au pouvoir de Mobutu en 1965. Dans un premier temps, Malula, qui était devenu l'archevêque de Léopoldville, cautionne le coup d'état d'État en déclarant : « *L'Église reconnaît votre autorité, car l'autorité vient de Dieu. Nous exécuterons les lois que vous voulez établir.* »³

Cependant, les relations entre le nouveau pouvoir et l'Église se détériorent rapidement lorsque les tendances autoritaires de Mobutu deviennent évidentes. En 1971, dans un effort pour centraliser le pouvoir et écraser toute opposition potentielle, Mobutu nationalise les trois universités du pays, dont l'Université catholique de Lovanium (aujourd'hui l'Université de Kinshasa). En même temps, il tente d'installer dans les séminaires catholiques des branches de l'aile de la Jeunesse du Mouvement populaire pour la révolution (JMPR), ligue des jeunes du seul parti légal du pays. Puis, en 1972, Mobutu publie un décret stipulant que « *tout prêtre qui, lors du baptême d'un ressortissant zaïrois, lui donne un nom à consonance étrangère, sera puni d'une peine de prison de six mois à cinq ans* »⁴. Cette mesure interdit effectivement les noms chrétiens dans le pays. Plus tard, le gouvernement supprimera la fête officielle de Noël, interdira l'enseignement religieux dans les écoles et ordonnera que les crucifix et les images du pape soient retirés des bâtiments publics. Lorsque Malula proteste contre ces décisions et refuse de les appliquer, il est contraint de s'exiler pendant trois mois en 1972 et sa résidence est transformée en siège de la JMPR. Tout au long de cette période, l'Église catholique reste parmi les principales sources de critique du régime. Par exemple, en 1976, Mgr Eugène Kabanga, archevêque de Lubumbashi, publie une lettre pastorale dénonçant un système dans lequel « *quiconque détient une parcelle d'autorité, ou un moyen de pression, en profite pour imposer aux gens et les exploiter, surtout en milieu rural. Tous les moyens sont bons pour obtenir de l'argent, ou humilier l'être humain* »⁵.

La mauvaise gestion de l'économie, combinée à la crise pétrolière de l'OPEP de 1973-1974 et à l'effondrement des prix du cuivre, contraignent finalement Mobutu à changer de cap. Bien qu'il ait été furieux contre l'Église, face à la crise des finances de l'État, il remet aux évêques la gestion des milliers d'écoles primaires et secondaires que l'Église gérait déjà auparavant.

Malgré son opposition à Mobutu, l'Église catholique a dû concilier ses critiques avec la nécessité de maintenir la cohésion interne de l'Église, ainsi qu'avec ses intérêts matériels dans le pays, notamment ses nombreuses propriétés et ses investissements dans l'enseignement et les soins de santé. En conséquence, elle ne prend pas la tête du mouvement pro-démocratie. Cette impulsion vient plutôt de l'opposition politique - en particulier de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) -, des organisations étudiantes et des groupes des laïcs catholiques.



La Conférence nationale souveraine et l'Église

Sous une pression internationale et nationale extrême, Mobutu ouvre son pays à la démocratie multipartite en avril 1990, et accepte d'organiser une Conférence nationale souveraine (CNS) en 1991 pour planifier la transition vers la démocratie et rédiger une nouvelle Constitution. L'Église catholique a joué un rôle crucial, mais ambigu, dans la CNS. Laurent Monsengwo Pasinya, l'archevêque de Kisangani et le président de la CENCO à l'époque, est désigné pour diriger la CNS, suivant l'exemple des prélats catholiques qui avaient présidé des exercices similaires au Bénin et en République du Congo. Bien que Monsengwo ait apporté avec lui la légitimité de l'Église, les décisions qu'il prend poussent de nombreux membres de l'opposition politique et de la société civile à le critiquer et à le rejeter. Exemple : il bloque les auditions des rapports concernant les assassinats politiques, les affaires politiques et les biens mal acquis, apparemment par crainte d'embarrasser Mobutu⁶.

C'est à cette époque qu'est né le Comité laïc de coordination (CLC), un groupe laïc de catholiques formés pour protester contre la suspension de la CNS. Dans un certain sens, sa création est l'émanation d'une confluence de courants nationaux et internationaux. Comme nous l'expliquons ci-dessous, le Concile Vatican II (1962-1965) a appelé les dirigeants de l'Église à encourager, et dans une certaine mesure à déléguer le pouvoir, aux organisations laïques. Comme le rappelle Julien Lukengu, l'un des fondateurs de la CLC, le pape Jean-Paul II s'est ensuite appuyé sur ces résolutions. « *C'est à son époque que les choses se sont mises en place. Il était en phase à la fois avec le combat spirituel et l'action sociale. Il avait beaucoup inspiré le CLC à travers le cardinal Malula, qui est le père de l'Église de Kinshasa.*⁷ »

La composition du noyau dur du groupe révèle sa nature variée et le mélange critique de dirigeants de la société civile, de responsables ecclésiastiques et d'agents politiques :

- Pierre Lumbi, du Sud-Kivu, fondateur de l'une des premières et des plus importantes ONG du pays, Solidarité paysanne ;
- François Kandolo, ancien leader étudiant à l'Université de Kinshasa et fondateur de l'ONG de développement Centre de perfectionnement des techniques de développement (Cepetede) ;
- Benjamin Buana Kabwe, journaliste et écrivain, fondateur de l'une des premières ONG de défense des

droits de l'homme, la Ligue zaïroise de droits de l'homme (Lizadho) ;

- Marie-Thérèse Mulanga, laïque catholique consacrée et fondatrice de l'Aide à l'enfance défavorisée (AED) ;
- Marie Bapu, une laïque consacrée de Kananga ;
- Julien Lukengu, vice-président d'une petite formation politique, Parti des démocrates nationalistes (PDN), et membre laïc de l'Église ;
- José Mpundu, prêtre catholique, fondateur du groupe laïc Amos et secrétaire de la Commission justice et paix de la CENCO ;
- Modeste Bahati Lukwebo, originaire du Sud-Kivu, chef de la société civile de Kinshasa en 1992.

Pierre Lumbi est peut-être la figure clé de la CLC. Après avoir étudié la psychologie clinique en France, il rentre au Zaïre et fonde une ONG de développement appelée Solidarité paysanne, au Sud-Kivu, en 1978. Après l'ouverture de l'espace politique en 1990, il s'installe à Kinshasa et est nommé ministre au sein du gouvernement éphémère d'Étienne Tshisekedi, en septembre 1991. Compte tenu de sa stature de cofondateur du mouvement de la société civile dans le pays, il joue un rôle de premier plan dans l'organisation de l'importante composante de la société civile de la CNS. Il était également proche du clergé catholique, en particulier de l'évêque Tharcisse Tshibangu, qui était évêque auxiliaire de Kinshasa et responsable de l'apostolat des laïcs. Ce qui signifie qu'il interagissait fréquemment avec les nombreuses organisations laïques de l'Église⁸.

C'est entre autres Lumbi qui, en février 1992, lorsque Mobutu ferme la CNS, lance l'initiative d'organiser des manifestations dans tout le pays, en s'appuyant sur l'Église comme moyen de mobilisation. Le moment le plus mémorable de l'opposition catholique au régime de Mobutu n'a donc pas été organisé par la hiérarchie de l'Église⁹. En effet, l'archevêque de Kinshasa, Frédéric Et-sou, réputé proche de Mobutu, avait clairement indiqué qu'il n'approuvait pas la marche.

Le noyau du CLC se met à organiser des réunions préparatoires secrètes, en associant des églises protestantes, des organisations de la société civile, l'Association générale des étudiants de Lovanium (AGEL), le Centre de perfectionnement aux techniques de développement (Cepetede), et des autres mouvements citoyens qui étaient déjà présents. Les organisateurs font par exemple appel à l'expertise du groupe Amos, une association des prêtres catholiques intellectuels sous la direction de l'abbé José



Mpundu et Denis Kialuta, qui s'étaient formés dans l'activisme non-violent¹⁰.

Le dimanche 16 février 1992, des dizaines de milliers de fidèles quittent la messe pour rejoindre la « *Marche des chrétiens* », réclamant la réouverture de la CNS. Le CLC en est le principal organisateur, mais il bénéficie du soutien de Mgr Tshibangu. Lukengu, le cofondateur du CLC, s'en souvient : « *Lorsque le CLC a voulu organiser cette marche, il a partagé le message à l'archevêque de Kinshasa et au président de la CENCO* »¹¹. Ces derniers apportent ensuite leur soutien, en demandant aux évêques de faire passer le message et d'inciter les fidèles à se joindre au CLC. C'est probablement la plus grande manifestation publique contre le régime de Mobutu. Des dizaines de milliers de personnes descendent dans la rue dans tout le pays. La marche se termine dans un bain de sang : à Kinshasa, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les manifestants, tuant entre 13 et 49 personnes¹². Mais l'initiative porte ses fruits : le tollé qui s'en est suivi contraint Mobutu à rouvrir la CNS.

Le rôle de la hiérarchie de l'Église catholique dans la CNS reste toutefois ambigu. Des tensions apparaissent entre la volonté des prêtres de paroisse et des organisations laïques les plus radicales de mener une réforme transformationnelle, et celle du clergé supérieur, plus conciliant. C'est l'archevêque Monsengwo qui était une figure particulièrement controversée. Présidant la CNS, il négocie un accord entre Tshisekedi, le principal opposant, et Mobutu en dehors de la conférence nationale, provoquant un tollé de la part de nombreux délégués. Et lorsque Mobutu revient sur cet accord, Monsengwo est contraint de fermer la CNS. Pour Georges Nzongola-Ntalaja, professeur et délégué à la CNS, Monsengwo ne s'est pas battu pour défendre les acquis de la CNS. « *[Il] a montré ses vraies couleurs en faisant sien l'appel de l'Occident pour plus de négociations*¹³ », en dehors du cadre de la CNS.

Église catholique et les manifestations de 2015-2018

L'autre moment fort de l'immixtion de l'Église catholique dans le champ politique - sans doute au plus haut degré en fait -, se situe pendant les dernières années du régime de Kabila, autour du processus électoral, entre 2015-2018. Le contexte est radicalement différent. Le pays s'est démocratisé et l'espace politique s'est ouvert. Des cen-

taines d'ONG et de partis politiques opèrent désormais à travers le pays ; le pays a connu deux processus électoraux nationaux, en 2006 et 2011. Pourquoi alors l'Église juge-t-elle nécessaire de s'impliquer de nouveau autant dans la politique ?

En 2015, le cadre institutionnel politique mis en place pendant le gouvernement de transition de 2003-2006 commence à être contrôlé par le gouvernement Kabila. Après une campagne électorale marquée par la répression et la manipulation de l'État, les résultats des élections de 2011 sont largement considérés comme truqués : environ 1,6 million de bulletins de vote n'ont pas été comptés, la collecte et le traitement des résultats ont été chaotiques, et le fichier des électeurs présentait des défauts majeurs. Monsengwo, désormais cardinal, juge que les résultats proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ne sont « *conformes ni à la justice ni à la vérité*¹⁴ ».

Les divisions sociales et politiques forgées par les élections s'aggravent par la rébellion du M23, qui occupe la ville de Goma en novembre 2012. Afin de résoudre simultanément la crise née de la rébellion du M23 et le différend persistant sur les élections de 2011, Joseph Kabila convoque les Concertations nationales, en septembre 2013. Ce forum est censé promouvoir la réconciliation, mais il démontre également l'incapacité des institutions étatiques à résoudre les conflits politiques. Entretemps, les principaux partis d'opposition, l'UDPS et l'Union pour la nation congolaise (UNC), craignent que ces discussions ne soient utilisées comme une tactique pour retarder le processus électoral, modifier la Constitution et coopter certains membres de l'opposition pour participer au partage du pouvoir. Ces craintes se sont finalement avérées largement fondées.

Les tensions politiques finissent par s'exacerber autour de la possibilité d'un troisième mandat pour le président Kabila. À la suite des élections de 2011, la question de la succession est soulevée par les membres de sa fragile coalition politique. Le professeur Évariste Boshab, ancien président de l'Assemblée nationale et ministre de l'Intérieur, écrit un livre, *Entre la révision de la Constitution et l'inanition de la nation*, en faveur d'une modification de la Constitution pour permettre à Kabila d'avoir un troisième mandat, à l'instar des dirigeants des pays voisins. D'autres, comme Pierre Lumbi, devenu conseiller spécial national à la sécurité de Kabila et chef de l'un des plus grands partis politiques de sa coalition, le Mouvement social pour le renouveau (MSR), souhaitent que Kabila nomme un dauphin au sein de leur coalition.



Faute de parvenir à un consensus sur un troisième mandat, le gouvernement tente de jouer la montre en retardant le processus électoral. En janvier 2015, l'Assemblée nationale adopte à la hâte une modification de la loi électorale prévoyant un recensement général de la population. Dans un pays de la taille du Congo, dépourvu d'un système administratif solide et fort, cela pourrait prendre trois ans, repoussant de fait les élections prévues en 2016 à 2018¹⁵.

Cette proposition de modification de la loi électorale déclenche une longue saison de protestations qui attire enfin l'Église catholique. Des manifestations sont organisées - certaines spontanément, d'autres par des partis politiques et des organisations de la société civile - à Kinshasa, Goma, Bukavu et Lubumbashi entre le 19 et le 21 janvier 2015. Encouragées par l'opposition, les manifestations s'intensifient très vite dans un contexte décentralisé et de façon improvisée. Des groupes de 20 à 50 manifestants, provenant pour la plupart de campus universitaires, affrontent les forces de sécurité. Celles-ci recourent alors à des tactiques brutales pour les réprimer : au moins 43 personnes tuées¹⁶. Finalement, le Sénat n'adopte pas le texte dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, en retirant le paragraphe de la loi exigeant un recensement général de la population.

De plus en plus, les voies institutionnelles d'opposition semblaient être des impasses. Cela a conduit les organisations, telles que les partis politiques et les ONG, à contourner les canaux officiels de la politique et à chercher à faire pression par l'action directe, l'éducation civique et la mobilisation populaire. Le plus remarquable et le premier groupe de ce type à émerger au cours de cette période est Lutte pour le changement (Lucha), créé en 2012 par des jeunes de Goma. S'il se forme initialement pour protester contre le manque de services publics - eau, routes et électricité -, le mouvement commence rapidement à se mobiliser autour du processus électoral. En mars 2015, lors d'un atelier dans lequel un autre mouvement citoyen, Filimbi, est lancé, le gouvernement arrête 30 activistes pro-démocratie, suscitant une série d'autres mouvements sociaux à être formés. Parmi eux, *Enough* (Assez !), Jeunesse d'indignés, ECCHA (Engagement Citoyen pour le Changement), Le Coq Éveil du Congo, Telema ekoki (lève-toi, ça suffit), Jeunesse Espoir, Dynamique des jeunes, Debout Congolais et Congolais debout. En réponse, le gouvernement entreprend d'intensifier la répression à partir de 2015, en enfermant certains dirigeants de ces mouvements et en expulsant des journalistes et des chercheurs étrangers.

Au même moment, la coalition autour de Kabila com-

mence à s'effriter. D'autant que Kabila tergiverse sur la nomination d'un dauphin. Plusieurs de ses alliés les plus importants le quittent. Des piliers comme Lumbi, Charles Mwando Nsimba, Olivier Kamitatu et Moïse Katumbi forment leur propre coalition d'opposition, le Groupe des sept (G7). Les tentatives pour unir l'opposition ne donneront toutefois que des résultats limités.

C'est dans ce contexte que bon nombre d'acteurs qui avaient participé à la « *Marche des chrétiens* » de 1992 reviennent sur la scène, bien que dans une configuration différente. Cela souligne l'importance des confluences entre le militantisme des partis politiques et des mouvements sociaux dans les moments de grand mécontentement populaire. Alors qu'il devenait évident que les élections n'auraient pas lieu comme prévu par la Constitution avant la fin de l'année 2016, diverses initiatives se mettent en place pour trouver un compromis au sein de l'élite politique. Le médiateur de l'Union africaine, l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo, n'y parvient pas, l'opposition politique et l'Église catholique s'étant retirées du processus. Finalement, le 31 décembre 2016, la CENCO réussit, elle, à obtenir un accord entre le gouvernement et l'opposition, l'Accord de Saint-Sylvestre, qui permet à Kabila de rester en fonction à condition que des élections soient organisées avant la fin de 2017 et qu'un nouveau Premier ministre soit nommé au sein de l'opposition.

La mise en œuvre balbutiante de cet accord révèle rapidement la mauvaise foi du gouvernement. En mars 2017, l'Église abandonne officiellement son rôle de médiateur ; la CENCO publie une déclaration¹⁷ le 23 juin 2017 appelant les Congolais à se lever pour défendre leurs droits : « *Nous vous le demandons instamment : il ne faut céder ni à la peur ni au fatalisme. Une minorité de concitoyens a décidé de prendre en otage la vie de millions de Congolais. C'est inacceptable ! Nous devons prendre en main notre destin commun* ». Cette déclaration est suivie d'une autre déclaration similaire le 28 novembre 2017, après l'annonce d'un nouveau report des élections par la commission électorale.

Ces retards et ces déclarations de la CENCO jettent les bases d'une nouvelle vague de protestations. Sont impliqués certains acteurs de 1992. L'initiative de la reconstitution du CLC - qui ne s'est plus réunie depuis 1992 - serait venue, une fois de plus, de Lumbi. Comme le confie un prêtre qui a travaillé étroitement avec le CLC : « *Lumbi était le cerveau derrière tout cela. Il savait comment mobiliser les prêtres (...). Il a donné une certaine logistique pour faire des affiches, des bannières. Lumbi était toujours là*¹⁸. » Une thèse confirmée par d'autres entre-



tiens¹⁹. Lumbi était désormais le chef du parti politique MSR, qui a quitté la coalition au pouvoir en septembre 2015. Selon Isidore Ndaywel, l'éminent historien devenu membre du nouveau CLC et très proche du MSR²⁰, Lumbi l'a contacté en 2017 pour discuter de la relance du CLC. Ils ont ensuite contacté Thierry Nlandu et Julien Lukengu²¹, deux des membres du CLC de 1992, ainsi que Justin Okana, l'ancien directeur de l'autorité aéroportuaire nationale (RVA) et professeur d'université. Les autres membres étaient Léonie Kandolo, Jonas Tshimbe-la, Gertrude Ekombe et Franklin Mbokolo. Cette fois-ci, Lumbi lui-même restera dans l'ombre, en raison de sa notoriété en tant que leader de l'opposition. Le CLC s'enregistre officiellement auprès de l'archidiocèse de Kinshasa en novembre 2017. Une autre différence avec 1992.

Le 31 décembre 2017, le 21 janvier 2018 et le 25 février 2018, le CLC initie trois grandes marches, appelant à des élections et à la renonciation de Kabila à un troisième mandat. L'organisation de ces trois manifestations est étroitement coordonnée avec les mouvements sociaux, ainsi qu'avec les partis d'opposition (même si tous les insignes politiques étaient interdits dans les marches). Les différentes structures de l'Église catholique jouent un rôle clé dans la mobilisation des gens à Kinshasa et dans quelques autres villes : au niveau local, les protestations sont annoncées et discutées dans les Communautés ecclésiales vivantes de base (CEVB), une structure laïque créée en Amérique latine dans les années 1940 et 1950 et présente dans toutes les paroisses. La commission Justice et Paix et le Conseil de l'apostolat des laïcs du Congo (CALCC) constituent d'autres structures clés pour la mobilisation au sein de l'Église.

Dans la foulée, les réseaux de curés donnent leur bénédiction à l'initiative. Dans de nombreuses paroisses, les prêtres annoncent des marches pendant la messe et conduisent leurs fidèles hors des portes de l'église. L'abbé Vincent Tshomba, prêtre de la paroisse Saint-Joseph de Kinshasa, où la marche de 1992 avait commencé, est une pièce maîtresse du dispositif en tant que coordonnateur du réseau des doyennés - les 15 paroisses qui supervisent les 167 autres paroisses de Kinshasa. Comme le rappelle l'abbé Patrick Nina Ikalaba de la paroisse Christ-Roi dans la commune de Kasa Vubu : « *Il y avait des messages du CLC qui étaient lus pendant la messe. Sans le soutien des prêtres, le CLC ne pouvait pas réussir. Il y avait aussi la participation d'acteurs politiques comme Vital Kamerhe [chef du parti politique UNC] qui est venu ici dans notre paroisse et Félix Tshisekedi était à la paroisse Saint-Joseph²².* »

Cette configuration officielle, essentielle pour mobiliser les masses, contrastait fortement avec la marche de 1992.

À l'époque, les curés s'étaient mobilisés contre la volonté exprimée par le cardinal Frédéric Etsou. Cette fois-ci, la CENCO soutenait le CLC, en partie en raison de sa participation au processus de négociation, mais aussi parce qu'elle avait le sentiment d'avoir été trahie par le gouvernement. Des personnalités ont également joué un rôle : Monsengwo était désormais cardinal, membre le plus haut placé de l'église congolaise, et était de plus en plus pugnace à l'égard du président Kabila. En 2011, il avait ouvertement déclaré que Kabila avait truqué les élections²³. Et après la répression de la première manifestation du CLC, Monsengwo fulminait : « *Il est temps que les médiocres dégagent et que la paix et la justice règnent en RDC.* » Monsengwo était très proche des membres du CLC, en particulier d'Isidore Ndaywel et de Lumbi. Il s'activait en coulisse pour encourager ses prêtres. Toutefois, en mobilisant par le biais du CLC, Monsengwo pouvait également éviter le difficile travail d'obtention d'un consensus parmi les évêques, qui n'étaient pas tous d'accord avec la tactique de mobilisation populaire pour affronter le régime. C'est pourquoi Monsengwo, en tant qu'archevêque de Kinshasa, a enregistré le CLC auprès de l'Église catholique, au lieu de pousser à l'action à travers le CALCC ou la CENCO.

La mobilisation est historique. Lors de chaque manifestation, des dizaines de milliers - peut-être des centaines de milliers lors de la deuxième marche - de personnes descendent dans les rues. On peut voir des images émouvantes de prêtres pieds nus marchant devant des milliers d'hommes et de femmes en habits du dimanche, agitant des feuilles de palmier et tenant des bibles. Le gouvernement recourt à sa répression habituelle. Selon Human Rights Watch²⁴, les forces de sécurité tuent au moins 18 personnes, dont le militant du collectif 2016, Rossy Mukendi, et l'aspirante religieuse Thérèse Kapangala. Plus de 80 personnes sont blessées, beaucoup par balles.

Ces manifestations, ainsi que d'autres organisées par des mouvements sociaux comme LUCHA, mettent la pression sur le gouvernement et contribuent très probablement à empêcher de nouveaux retards dans la tenue des élections. La menace d'une marche encore plus importante du CLC le 12 août 2018 précipite sans doute la décision de Kabila de ne pas briguer un troisième mandat et de désigner finalement un candidat pour représenter son parti à l'élection, Emmanuel Ramazani Shadary.

Les élections ont finalement lieu en décembre 2018. L'Église catholique déploie 40 000 observateurs électoraux et procède à une estimation parallèle des résultats. La commission électorale proclame Félix Tshisekedi vainqueur ; la CENCO soutient de son côté que cela ne reflète pas son propre décompte et que Martin Fayulu est le vrai gagnant. « *Les évêques ont clairement dit que, selon*



leurs observateurs, Fayulu a remporté les élections », affirme même Monsengwo à la presse.²⁵ Il était largement admis que Tshisekedi a conclu un accord avec Kabila pour partager le pouvoir en échange de sa désignation comme vainqueur des élections. Néanmoins, l'Église a fini par reconnaître Tshisekedi comme président et n'a pas soutenu la mobilisation de Fayulu pour annuler les résultats des élections.

L'Église catholique et la démocratie au Congo

L'Église catholique est l'un des acteurs les plus importants de la politique nationale congolaise. Aux moments d'inflexion critiques du système politique du pays, elle a joué un rôle clé dans la promotion de la démocratie. À la fin des années 1950, certains de ses prêtres ont amplifié les appels et ont participé à la lutte pour l'indépendance ; dans les années 1990, les prêtres catholiques ont aidé à organiser des marches et des pétitions pour instaurer une démocratie multipartite. Puis, entre 2015 et 2018, l'Église catholique a occupé le devant de la scène politique comme jamais auparavant, prenant la tête de la mobilisation des gens dans les rues, facilitant le dialogue politique et menant une diplomatie stridente dans la presse et en coulisse.

L'Église n'a cependant pas toujours été un catalyseur de la démocratie. Pendant la période coloniale, elle était un partenaire du gouvernement colonial dans son entreprise d'extraction, souvent brutale et oppressive. L'archevêque Malula a d'abord cautionné le coup d'État de Mobutu en 1965 avant de s'y opposer farouchement. Et pendant la CNS, l'archevêque Monsengwo a été critiqué pour sa gestion d'un processus qui a fini par être manipulé par Mobutu.

Compte tenu de son importance, mais aussi des controverses entourant son implication dans la politique, il est important d'examiner ses forces et ses faiblesses. Nous soulignons ici deux aspects : l'orientation de son activisme politique, qui se limite principalement au processus électoral, et le degré de démocratie au sein de l'Église catholique elle-même.

L'objectif de l'activisme de l'Église

Les tendances mondiales de la théologie de l'Église catholique ont eu un impact significatif sur les perspectives des prêtres congolais. Peu après l'obtention de l'indépendance du Congo en 1960, l'Église a convoqué le Concile Vatican II, qui a mis l'accent sur la mise à jour - *aggiornamento* - de l'Église, afin de mieux communiquer avec non seulement ses fidèles mais aussi les hommes et les femmes dans un monde de plus en plus sécularisé. Certaines pratiques de l'Église devaient être améliorées et son enseignement devait être présenté d'une manière plus compréhensible. D'où la nécessité entre autres de l'utilisation des langues vernaculaires, et l'inclusion des cultures non occidentales. Cela a également entraîné des changements structurels dans la manière dont l'Église s'engage auprès de ses fidèles laïcs. Comme nous l'a dit Julien Lukengu, « *depuis le Concile Vatican II, l'Église n'est plus pyramidale, la pyramide est inversée. Les problèmes sociopolitiques sont traités de la base vers le sommet*²⁶ ». Cet élan a donné naissance à la propagation des CEVB et d'autres associations laïques qui ont donné plus de voix et de responsabilités aux laïcs.

Le pontificat de Jean-Paul II (1978-2005) en a également inspiré certains, avec son soutien aux droits de l'homme et à la justice sociale, bien que certains évêques congolais aient également été influencés par la théologie de la libération latino-américaine que Jean-Paul II avait critiquée pour son défi à la hiérarchie de l'Église et sa proximité avec le marxisme. Rigobert Minani, prêtre jésuite, souligne : « *Les gens de ma génération ont été très influencés par les évêques latino-américains : j'ai une photo d'Oscar Romero [l'évêque salvadorien assassiné pour s'être opposé à la dictature] dans mon bureau. Nous avons été formés à la théologie de la libération*²⁷. »

Au Congo, ces influences théologiques se sont largement traduites par un accent sur les droits politiques, notamment le processus électoral. L'Église s'élève souvent contre la corruption, la pauvreté et l'exploitation injuste des ressources naturelles. Elle dispose d'une commission épiscopale Caritas-Développement (CECD), chargée des projets humanitaires et de développement de Caritas, influents et bien financés, ainsi que de la commission épiscopale pour les ressources naturelles (CERN), qui se concentre sur l'exploitation minière et forestière. Cependant, ces commissions proposent rarement des déclarations ou des campagnes qui conduisent à des actions de la part de l'ensemble de la CENCO. Leur mode d'action préféré est celui des déclarations et des projets de type ONG.



La raison de cette situation n'est pas claire. Certains membres du clergé interrogés suggèrent que c'est parce que les droits politiques et les élections sont des injustices plus sensationnelles et qu'il est donc plus facile de galvaniser les actions de la CENCO. D'autres, moins critiques, pensent que le moyen d'aborder les questions socio-économiques passe par la sphère politique : « *Qui d'autre peut éradiquer la corruption si ce n'est le gouvernement ? C'est là que tout commence*²⁸ ».

Il est également possible que cette réticence à s'engager dans une critique économique des élites congolaises soit due au fait que l'Église elle-même est un acteur économique puissant. C'est l'un des plus grands propriétaires fonciers du pays et gère des milliers d'écoles et de centres de santé. Aujourd'hui, environ 30 % des écoles publiques et 40 % des établissements de santé du pays sont gérés par l'Église²⁹. Cette dernière bénéficie d'importantes exonérations fiscales pour ces établissements et les autres entreprises qu'elle gère dans le pays. Comme nous le dit un prêtre, « *le fait que l'Église a des choses à protéger - des terres, des écoles - signifie qu'elle a une aversion au risque*³⁰ ».

L'accent mis par l'Église sur les élections est donc peut-être une opportunité manquée en termes d'éducation civique et de mobilisation populaire. Comme cette série de rapports va le souligner, on s'est trop concentré sur l'aspect strictement électoral de la démocratie au Congo - l'acte de voter, la présentation des résultats et l'intégrité de la Ceni - à l'exclusion relative d'autres aspects clés de la démocratie et de la justice sociale : une population qui comprend ses intérêts, se mobilise en fonction de ceux-ci et demande des comptes à ses dirigeants. L'Église catholique, aux côtés d'autres groupes d'intérêt, pourrait jouer un rôle clé en fournissant l'espace physique, les réseaux sociaux et l'impulsion morale pour ce type de mobilisation.

La démocratie au sein de l'Église : qui prend les décisions ?

L'Église est à la fois hiérarchique et décentralisée. La structure de l'Église catholique au Congo, ainsi que ses organisations laïques, sont présentées à l'[annexe 1](#). Bien que l'Église ne soit pas démocratique au sens populaire du terme - les évêques sont nommés par le pape en consultation avec les autres évêques congolais, qui nomment ensuite la plupart des autres responsables de l'Église -, il

existe de nombreux freins et contrepoids internes qui la rendent responsable.

La principale source d'autorité dans l'Église catholique réside dans les évêques, qui agissent avec une indépendance considérable. Le pape lui-même, tout en étant à la tête de l'Église catholique, est l'évêque de Rome et s'adresse à ses collègues évêques en tant que « *vénérables frères* ». Dans la plupart des pays, les évêques sont organisés en une conférence épiscopale - la CENCO au Congo - qui prend les décisions de manière consensuelle. Si de nombreux pays comptent au moins un cardinal, cette position ne signifie pas qu'il est au-dessus de ses confrères évêques en termes de hiérarchie ; ses principales prérogatives relèvent de la Curie romaine, l'organe gouvernemental du Saint-Siège, notamment l'élection d'un nouveau pape. Au Congo, le cardinal a souvent été considéré comme le chef de l'Église et a eu une importance symbolique, même s'il ne prend pas de décisions au nom de l'épiscopat congolais ; il est choisi et nommé par le pape, contrairement aux évêques, qui sont proposés par leurs collègues évêques au niveau local et ensuite nommés par le pape. Le Congo a eu quatre cardinaux depuis l'indépendance : Joseph Malula, Frédéric Etsou, Laurent Monsengwo et Fridolin Ambongo.

Alors que la doctrine de l'Église est fixée par le Vatican, les décisions concernant l'implication dans la politique nationale sont largement dirigées par la CENCO et ses dirigeants. Depuis l'indépendance, l'Église du Congo est divisée en six archidiocèses (Bukavu, Kisangani, Kinshasa, Lubumbashi, Kananga et Mbandaka), chacune avec un archevêque ; et un total de 47 diocèses, chacun avec un évêque. Chacun de ces évêques et archevêques est membre de la CENCO. L'assemblée générale est l'organe suprême de la CENCO. Tous les évêques diocésains en sont membres de droit, ainsi que les évêques coadjuteurs et auxiliaires. Ordinairement, l'assemblée générale se tient une fois par an tandis que le comité permanent se réunit deux fois par an et le secrétariat général assure un suivi et une préparation continus.

Dans la pratique, alors que tous les évêques sont censés avoir un poids égal, le cardinal, les membres du secrétariat général et les membres du comité permanent sont largement en mesure de fixer l'ordre du jour de la CENCO et de représenter la CENCO en public. Par exemple, à l'approche des élections de 2011, le cardinal Monsengwo a fait de nombreuses déclarations publiques sur le processus électoral et la révision constitutionnelle qui a eu lieu en janvier 2011. Bien qu'il ne s'exprimait pas au nom de la CENCO, une grande partie de l'opinion publique congolaise l'a pris pour un représentant de l'Église catholique,



étant donné son rang ; le gouvernement de Joseph Kabila s'est même plaint qu'il s'arrogeait le mandat de la CENCO. Comme nous le dit le président du CALCC, Jean-Bosco Lalopkasha : « *La dynamique de la mobilisation des laïcs à Kinshasa varie en fonction du cardinal, car chaque évêque est autonome. Le cardinal Monsengwo était très politique, il comprenait les souhaits et les aspirations de la population. Il était à l'avant-garde des mobilisations*³¹. »

Depuis la retraite de Monsengwo en 2018, Mgr Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa et cardinal depuis 2019, joue un rôle similaire. Ambongo s'est toutefois montré plus ambivalent dans ses critiques à l'égard du gouvernement. Juste après les élections de 2018, il a clairement dénoncé les résultats officiels : « *Ce résultat est un déni de vérité. Et nous sommes convaincus que l'on ne peut fonder l'avenir d'une nation sur le mensonge*³². » Il a refusé d'assister à l'investiture du président Tshisekedi, objectant qu'« *une invitation n'est pas une convocation*³³ ». Cette attitude n'était pas surprenante, d'autant plus que la commission électorale de l'Église avait envoyé 40 000 observateurs, couvrant plus de la moitié des lieux de vote du pays. Ce qui lui a permis de conclure que Martin Fayulu était le véritable vainqueur de l'élection de 2018, avec une large marge.

En novembre de la même année, cependant, sous la pression d'autres évêques de la CENCO et face à la réalité politique tenace selon laquelle la tenue de nouvelles élections était improbable, Ambongo avait changé de ton : « *Nous ne devons pas toujours revenir au passé, revenir toujours sur la situation de la vérité des urnes. L'église évolue (...)*³⁴. » Ambongo a également été nommé membre du conseil des cardinaux conseillers du pape en 2020. Depuis lors, selon plusieurs responsables de l'Église, il aurait été encouragé à être moins actif dans les débats politiques congolais³⁵. Il a également suscité la controverse en acceptant, comme d'autres évêques, le cadeau d'un SUV à l'occasion de sa nomination comme cardinal en 2019.

C'est le résultat de la nature de la CENCO, qui privilégie souvent la solidarité entre les évêques par rapport à d'autres considérations. Comme nous l'affirme Rigobert Minani, prêtre ordonné et responsable de la recherche au Centre d'étude pour l'action sociale (CEPAS) : « *S'il y a des dissensions, il faut trouver le plus petit dénominateur commun. Lorsque les évêques de [l'espace] Kasai se sont opposés à la "vérité des urnes", l'Église a décidé de continuer à s'engager pour la démocratie, mais pas de demander le départ de Félix [Tshisekedi]*.³⁶ »

Le secrétariat général est l'organe permanent de la CENCO, avec un bureau à Kinshasa, dirigé par Mgr Donatien Nshole depuis 2016 et comprenant deux adjoints. Il est en mesure de fixer l'ordre du jour de chacune des assemblées générales et de commander des études susceptibles d'aider la CENCO dans ses travaux. Avec le comité permanent - qui comprend les six archevêques, ainsi que le président et le vice-président de la CENCO, et les chefs des différentes commissions épiscopales -, le secrétariat a eu une marge de manœuvre considérable pour encadrer les conversations qui ont lieu pendant les assemblées générales. Nshole, par exemple, ainsi que les membres des commissions permanentes, ont joué un rôle clé pour placer les élections au centre de l'agenda de la CENCO pendant la période 2015-2018. « *La première chose que la commission Justice et Paix fait avant l'assemblée générale est de fournir un briefing sur la situation dans le pays. J'avais l'habitude de le faire par le passé. Cela donne le ton aux discussions* », se souvient Minani³⁷.

Cela ne signifie pas que l'Église est capable d'obtenir un consensus sur toutes les questions. Par exemple, même si tous les membres de la CENCO ont signé l'appel de 2017 (Le pays va très mal. Debout, Congolais !) lancé par la CENCO, certains de ses membres se sont manifestement opposés à la mobilisation populaire menée par les prêtres ailleurs. En particulier, les évêques de Butembo, Goma et Lubumbashi ont peu encouragé la mobilisation pendant cette période, et ont parfois traîné les pieds. Cela était d'autant plus frappant alors que ces évêques étaient basés dans des diocèses où la population était largement opposée au régime. Gertrude Ekombe, l'un des leaders du CLC, se souvient : « *Le CLC n'était pas implanté dans les provinces, nous nous organisons par le biais des évêques, mais certains d'entre eux n'étaient pas impliqués dans cette lutte. À Goma, par exemple, le point focal du CLC a été suspendu pour avoir initié une marche sans le soutien de l'église*³⁸. » L'évêque de Butembo, Melchisédech Sikuli Paluku, connu pour ses liens avec le gouvernement Kabila, n'a pas non plus cautionné une quelconque mobilisation. Il en va de même pour l'archevêque de Bukavu, Mgr François-Xavier Maroy. Un évêque anonyme de l'est du Congo a été cité comme ayant déclaré : « *C'est vrai que nous ne sommes pas tous d'accord avec le CLC. Il a été mis en place sans concertation avec le CALCC, la structure des laïcs mise en place par la conférence épiscopale. Pour être franc : nous pensons que le CLC est un instrument entre les mains de Monsengwo qui lui permet de contourner le CALCC et la CENCO*³⁹. »

Cette critique du CLC provient également d'autres parties de l'Église. Étant donné l'importance de Lumbi dans ses



opérations, et les affinités de Ndaywel et Lukengu avec le parti politique MSR, certains considèrent que l'organisation a été manipulée politiquement. Un prêtre de Kinshasa le soutient : « *Pour moi, le CLC était un outil pour Moïse Katumbi*⁴⁰ », populaire politicien d'opposition qui, à l'époque, était étroitement associé à Lumbi.

Des tensions similaires sont apparues après l'élection de Tshisekedi, qui a été ouvertement et immédiatement contestée par Ambongo. Les évêques de sa région natale du Kasai ont fait savoir au sein de la CENCO que l'Église devait reconnaître Tshisekedi, bien que l'Église ait conclu qu'il n'avait pas gagné les élections.

Cependant, malgré ce processus décisionnel consensuel, les mécanismes de retour d'information et de surveillance au sein de l'Église se font essentiellement entre évêques. Comme l'affirme Lalopkasha, chef du CALCC, « *il n'y a pas de démocratie. L'Église n'est pas responsable devant le peuple. L'évêque est nommé de son vivant, et il nomme les prêtres de paroisse. Pour révoquer un évêque, c'est Rome qui décide, pas même la CENCO*⁴¹ ». Il est arrivé qu'un curé soit destitué en raison de protestations populaires - dans d'autres pays, cela a été le cas à la suite de scandales d'abus sexuels. Au Congo, les nombreuses protestations contre Mgr Jérôme Gapangwa, évêque d'Uvira, pour sa proximité supposée avec le Rwanda et la communauté banyamulenge, ont conduit à sa démission en 2002. Toutefois, ces cas sont rares. La mobilisation de la base dispose de peu de mécanismes pour façonner la politique de l'Église en dehors des organisations laïques et le CALCC - la principale organisation laïque - n'a pas considéré ce type d'engagement politique actif comme faisant partie de son mandat. C'est, en partie, la raison pour laquelle le CLC a été créé.

Ce manque de transparence et de responsabilité est également présent dans les affaires financières de l'Église. Lors de discussions avec des prêtres et des membres laïcs de l'Église, le ressentiment était palpable quant à la gestion opaque des offrandes hebdomadaires, des revenus des écoles, des ateliers, des fermes et des centres de santé du diocèse, ainsi que des dons faits par des politiciens. Dans la même veine, par exemple, le président Tshisekedi a agi comme son prédécesseur, offrant des 4x4 à de nombreux évêques - au moins dix évêques, dont le cardinal Ambongo, ont reçu ces véhicules directement de la présidence, parfois accompagnés de cadeaux en espèces⁴². Ce type de patronage, bien que coutumier depuis l'époque de Mobutu au moins, soulève des doutes quant à l'indépendance politique des évêques et renforce les soupçons de corruption au sein de l'Église.

L'abbé José Mpundu, célèbre ancien curé de Saint-Alphonse à Kinshasa, critique l'Église pour ce manque de démocratie et de transparence. En plus de l'opacité financière, il dénonce le manque d'engagement avec les fidèles de l'église. « *Quand j'étais à la tête de la commission Justice et Paix, j'ai décomposé un de leurs documents en "français facile", pour que le grand public puisse le lire. Ils m'en ont voulu, ils ont dit que ce n'était pas mon travail*⁴³. »

Conclusion et considérations politiques

Rien ne garantit que l'Église reste une force progressiste en politique - il n'en a pas toujours été ainsi. Comme nous l'avons vu, des membres de l'Église - et, pendant l'ère coloniale, l'Église elle-même - ont été complices d'abus généralisés.

Toutefois, la lutte pour la démocratie entre 1990 et 2018 révèle une Église largement investie dans la promotion et la consolidation de la démocratie. Cela ne devrait pas nécessairement être le cas - il existe de nombreux pays en Afrique et ailleurs où l'Église est restée apolitique ou a même soutenu des dirigeants autoritaires. Le dynamisme de l'Église congolaise est très probablement le résultat d'un leadership fort, mais aussi d'une communauté laïque investie qui reste inspirée par l'héritage des cardinaux Monsengwo et Malula, ainsi que par la mystique précoloniale Béatrice Kimpa Vita et les martyrs béatifiés Isidore Bakanja et Marie-Clémentine Anuarite Nengapeta.

L'état actuel de l'Église catholique est incertain. Pendant la période de 2015-2018 étudiée ici, une grande partie de la population était unie contre le gouvernement de Joseph Kabila. L'élection de Félix Tshisekedi, cependant, a divisé la population ainsi que les donateurs et la société civile. De nombreux dirigeants d'ONG, notamment ceux de sa région natale du Kasai, ont été séduits par les promesses de réforme du nouveau chef de l'État. De même, certains évêques catholiques de la même région ont plaidé en faveur de la patience et de l'indulgence. « *Lors de la mobilisation de 2018, la population était très fatiguée de l'ancien régime. Avec l'avènement du nouveau régime, la population est divisée à cause des intérêts partisans, même au sein de l'église. La réflexion est à ce niveau de savoir s'il faut continuer à organiser les mar-*



ches sachant que la population ne fera pas bloc⁴⁴», tente de résumer Gertrude Ekombe, un dirigeant du CLC.

De nombreux membres de l'Église sont mécontents du fait que Tshisekedi n'a pas, par le décompte clair de sa propre mission d'observation électorale, remporté les élections de 2018, et beaucoup craignent également que les prochaines élections, initialement prévues fin 2023, ne soient entachées de fraude et de manipulation. « *Si les élections se déroulent dans ces conditions, elles seront une mascarade⁴⁵* », estime un prêtre consulté. La manière dont Tshisekedi a procédé aux nominations à la Cour constitutionnelle et à la commission électorale, et l'absence de réformes sérieuses de la loi électorale vont dans ce sens.

Dans le même temps, l'Église elle-même est divisée et le CLC a été affaibli par les décès de Lumbi et du cardinal Monsengwo, ainsi que par des divisions internes et de la prétendue politisation décrite ci-dessus. Lumbi, en particulier, avait joué un rôle essentiel dans la création de ponts entre le CLC, la société civile et les partis politiques ; il avait également contribué à l'apport de fonds indispensables. « *Aujourd'hui, le CLC souffre d'un manque de ressources, notamment logistiques ; Lumbi a été très important dans cette dynamique. Le CLC n'a même pas de bureau fonctionnel, nous nous réunissons de manière tournante chez les membres* », confirme Ekombe⁴⁶. Lumbi avait participé au financement de l'impression d'affiches et de bannières, et à la prise en charge des frais de transport et de communication des membres du CLC. Le CLC tente actuellement de mettre en place des bureaux à travers le pays mais n'a pas les moyens de le faire.

Entre-temps, le CLC a également souffert de divisions internes. Le courant ne passe plus entre Thierry Nlandu, professeur réputé et l'un des principaux dirigeants du CLC, et Isidore Ndaywel, en partie à cause de ce qu'il percevait comme l'influence excessive de Lumbi et de Mgr Monsengwo, ainsi que l'influence présumée de Katumbi, candidat à la présidence. Nlandu et Léonie Kandolo ont pris quelques distances avec le CLC depuis les élections de 2018.

Plusieurs facteurs détermineront si l'Église pourra continuer à servir de colonne vertébrale au mouvement pro-démocratique. Un leadership visionnaire et courageux restera essentiel. Mais ni la mobilisation de 1992 ni celle de 2015-2018 ne sont venues de la CENCO ; ce sont des membres laïcs de l'Église qui se sont organisés, parfois avec le fort soutien des évêques, mais souvent aussi de leur propre chef. Pour l'instant, ces organisations laïques souffrent d'un manque d'organisation et de ressources et sont dirigées principalement par des leaders vieillissants.

Alors que la CENCO semble prête à envoyer une autre grande mission d'observation électorale, il est peu probable qu'elle soit capable de mobiliser la population dans les rues comme elle l'a fait précédemment. Ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose ; ce pourrait être le moment pour l'Église, et ses groupes laïcs associés, d'investir dans l'éducation civique et les débats nécessaires pour inspirer une nouvelle génération d'organisations de base. Il existe deux approches, potentiellement complémentaires, à cette question. Les laïcs catholiques pourraient essayer de leur propre chef d'institutionnaliser le CLC, en l'implantant dans tout le pays et en créant des mécanismes de contrôle internes qui la mettraient à l'abri des pressions politiques extérieures. Ou bien le CALCC pourrait essayer de se libérer de son asservissement actuel aux évêques, en renforçant ses liens avec les mouvements sociaux et la société civile, et en s'engageant dans l'éducation et la mobilisation civique.

En ce qui concerne les défis internes plus larges auxquels l'Église catholique est confrontée : l'Église catholique s'est efforcée récemment, surtout depuis Vatican II, d'introduire une plus grande démocratie au sein de ses propres structures. Cela se traduit par la compréhension du ministère des évêques comme un service au peuple chrétien et non comme une domination autoritaire sur lui, par l'intégration de l'évêque dans son église diocésaine locale et par la réintégration partielle du pape dans le collège épiscopal.

Il est cependant possible de faire davantage pour renforcer ces réformes démocratique au Congo. Outre les institutions de contrôle prévus au sein de la CENCO, il existe des organes au niveau local qui pourraient permettre aux congrégations de demander des comptes à leurs prêtres : les synodes, les conseils pastoraux, et les conseils presbytéraux.

Les synodes sont utilisés par l'Église pour permettre à ses membres - à tout niveau de la hiérarchie - de débattre librement des questions importantes et d'en discuter directement avec l'évêque. Ces synodes ne sont pas obligatoires, mais pourraient être utilisés plus souvent par les évêques congolais pour encourager un débat ouvert, y compris sur des questions politiques. Depuis le début de son pontificat, le pape François a exprimé son désir de rendre l'Église moins hiérarchique et plus collégiale, et a plaidé pour une plus grande reconnaissance des contributions des laïcs. Dans ce cadre, il a lancé le synode 2021-2023 qui culminera avec le synode des évêques en octobre 2023. Ce processus est l'occasion de revoir le rôle de l'Église dans les défis politiques et économiques pressants auxquels le Congo est confronté aujourd'hui.

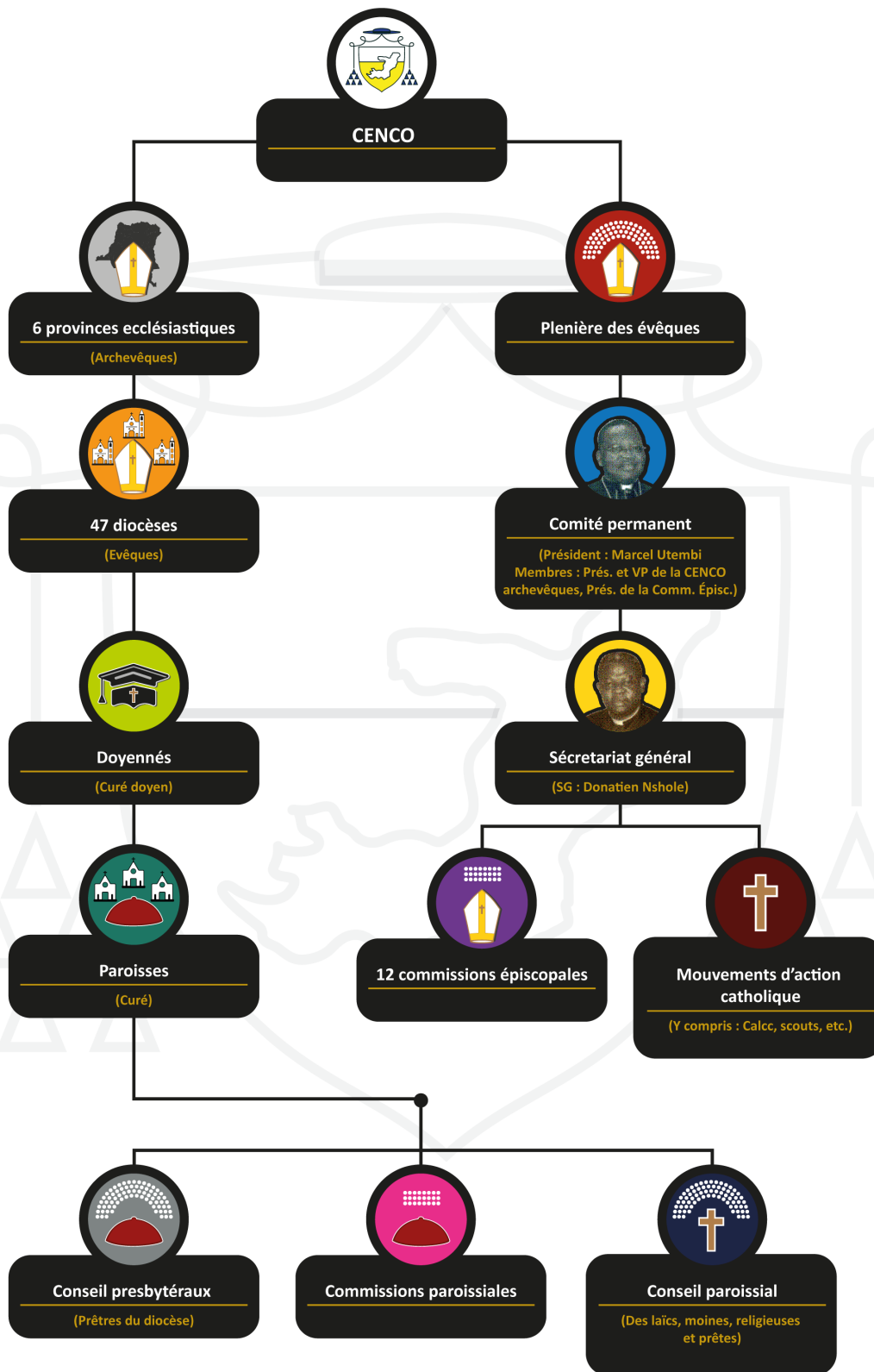


Les conseils pastoraux sont censés représenter la diversité du diocèse, y compris les laïcs, les moines, les religieuses et les prêtres. Cependant, ils jouent un rôle purement consultatif et dépendent de l'évêque pour leur création et leur fonctionnement. Les évêques pourraient néanmoins être incités à faire de leur convocation une affaire courante et régulière, ce qui permettrait aux membres du diocèse de disposer d'un moyen direct de faire pression sur leurs ministres et de fournir un retour d'information.

Les conseils presbytéraux sont également des organes consultatifs pour les évêques, composés de prêtres du diocèse. Environ la moitié des membres sont librement élus par les prêtres eux-mêmes et sont censés refléter la diversité et les différentes régions du diocèse. Bien que le conseil n'ait qu'un rôle consultatif, l'évêque doit l'écouter pour les questions de plus grande importance. Cependant, dans de nombreux diocèses du Congo, ces conseils ne sont pas pleinement fonctionnels, se réunissent rarement et ne communiquent pas avec l'ensemble de la congrégation.



Annexe : organigramme de l'église catholique en RDC





Références

1. Sokhieng Au, "Medical Orders: Catholic and Protestant Missionary Medicine in the Belgian Congo 1880-1940", BMGN: Low Countries Historical Review, Vol. 132, no. 1 (2017).
2. Almquist, Alden (1994). "The Roman Catholic Church". Dans Meditz, Sandra W. ; Merrill, Tim (eds.). Zaire : a country study. Washington, D.C. : Federal Research Division, Library of Congress. pp. 112-116.
3. Laurent Larcher, « L'Église en République démocratique du Congo (encore) face au pouvoir », *IFRI*, mai 2018, p. 16, disponible sur <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/leglise-republique-democratique-congo-face-pouvoir>.
4. Ordonnance-loi n° 72/031 du 31 août 1972.
5. Zaire : A Country Study, *op. cit.*, p. xliv.
6. Georges Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*, Zed Books, New York, 2002.
7. Entretien avec Julien Lukengu, Kinshasa, le 17 août 2022.
8. Isidore Ndaywel è Nziem, *Le Congo dans l'ouragan de l'histoire. Combats pour l'État de Droit - Des femmes et des hommes de foi et de bonne volonté*. L'Harmattan, Paris, 2019.
9. La CENCO (CEZ à l'époque) a bien dénoncé la fermeture de la CNS, mais plusieurs de ses membres, dont le cardinal Etsou, étaient contre les manifestations de rue.
10. *Radio Okapi*, « 16 février 1992 : la "marche de l'espoir" réprimée dans le sang », 16 février 2016, disponible <https://www.radiookapi.net/2016/02/16/actualite/societe/16-fevrier-1992-la-marche-de-lespoir-reprimee-dans-le-sang>, consulté le 18 septembre 2022.
11. Entretien avec Julien Lukengu, Kinshasa, *op.cit.*
12. Olivier Lanotte, "Chronology of the Democratic Republic of Congo/Zaire (1960-1997), Mass Violence & Résistance," [online], published on: 6 April, 2010, <http://bo-k2s.sciences-po.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/en/document/chronology-democratic-republic-congozaire-1960-1997>, ISSN 1961-9898.
13. Georges Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*, *op.cit.*
14. *Radio Okapi*, « Les résultats provisoires de la présidentielle ne sont pas conformes à la vérité, selon le cardinal Monsengwo », 12 décembre 2011, disponible sur <https://www.radiookapi.net/actualite/2011/12/12/presidentielle-rdc-les-resultats-provisaires-ne-sont-pas-conformes-la-verite-selon-le-cardinal-monsengwo>, consulté le 12 septembre 2022.
15. *Jeune Afrique* (avec AFP), « RDC : le recensement voulu par Kabila fait planer le doute sur la présidentielle », 3 janvier 2015, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/depeches/5886/politique/rdc-le-recensement-voulu-par-kabila-fait-planer-le-doute-sur-la-presidentielle/>, consulté le 18 septembre 2022.
16. Human Rights Watch, "Democratic Republic of Congo at a Precipice: Ending Repression and Promoting Democratic Rule," 18 septembre 2016.
17. CENCO, « Debout Congolais ! Le pays va très mal ! », Mission et Migrations, disponible sur <https://missionetmigrations.catholique.fr/sinformer/afrique/295787-debout-congolais-pays-va-tres-mal/>.
18. Entretien téléphonique avec un prêtre, le 22 août 2022.
19. Entretien téléphonique avec un leader d'un mouvement citoyen, 12 septembre 2022 ; Voir aussi Ndaywel è Nziem, *Le Congo dans l'ouragan de l'histoire*, *op.cit.*, p. 168.
20. En 2015, par exemple, il fut membre de leur commission *ad hoc* chargée de la révision du contrat social. *Le MSR Vers Un Nouveau Contrat Social*, MSR Infos No 16, Juin-Juillet 2015.
21. Lukengu était aussi devenu membre du bureau politique du MSR.
22. Entretien avec l'abbé Patrick Ikalaba, Kinshasa, le 26 août 2022.
23. *Radio Okapi*, « Les résultats provisoires de la présidentielle ne sont pas conformes à la vérité, selon le cardinal Monsengwo », *op.cit.*



24. *Human Right Watch*, "World Report 2019. Democratic Republic Of Congo. Events Of 2028", disponible sur <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/democratic-republic-congo>.
25. *Jeune Afrique*, « RDC : "C'est Martin Fayulu qui a gagné les élections", affirme Mgr Monsengwo », 26 février 2019, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/741540/politique/rdc-cest-martin-fayulu-qui-a-gagne-les-elections-affirme-mgr-monsengwo/>, consulté le 18 septembre 2022.
26. Entretien avec Julien Lukengu, Kinshasa, le 17 août 2022.
27. Entretien téléphonique avec Rigobert Minani, 23 août 2022.
28. Entretien téléphonique avec un évêque, le 18 août 2022.
29. Voir Briand Virginie et Nicolai Mathilde, « Les réseaux religieux en RDC : aide ou entrave à l'éducation ? Document de référence préparé pour le Rapport mondial de suivi sur l'éducation », UNESCO, Paris, 2021 ; Salvatore Cernuzio, « La RDC et l'Église catholique signent des accords lors de la visite du cardinal Parolin », *Vatican News*, 3 juillet 2022.
30. Entretien téléphonique avec un évêque, le 23 août 2022.
31. Entretien avec Jean-Bosco Lalopkasha, Kinshasa, le 22 août 2022.
32. Marie Malzac, « Mgr Fridolin Ambongo : "L'Église congolaise a payé cher l'alternance démocratique" », *La Croix*, 23 mars 2019, disponible sur <https://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/Monde/Mgr-Fridolin-Ambongo-L'Eglise-congolaise-paye-cher-lalternance-democratique-2019-03-26-1201011391>, consulté le 18 septembre 2022.
33. Tom Wilson, "Congo's new president urges unity after disputed election," *Financial Times*, 24 janvier 2019, disponible sur <https://www.ft.com/content/a32528b6-1fee-11e9-b2f7-97e4dbd3580d>.
34. Dido Nsapu, « "Vérités des urnes" : le cardinal Ambongo invite Fayulu à oublier », *Digitalcongo.net*, 13 novembre 2019, disponible sur <https://www.digitalcongo.net/article/5dcbd163c4ae080004095e98/>, consulté le 18 septembre 2022.
35. Entretien avec deux prêtres à Kinshasa à titre confidentiel en août 2022.
36. Entretien téléphonique avec Rigobert Minani, 23 août 2022.
37. *Ibid.*
38. Entretien avec Gertrude Ekombe à Kinshasa, le 26 août 2022.
39. Laurent Larcher, « L'Église en République démocratique du Congo (encore) face au pouvoir », *op.cit.*, p. 25.
40. Entretien avec un prêtre à Kinshasa à titre confidentiel, 18 août 2022.
41. Entretien avec Lalopkasha, TK.
42. Des articles de presse fiables ont fait état de ces cadeaux au cardinal Ambongo, à Mgr Janvier Kataka (diocèse de Wamba), à Mgr Bernard-Marie Fasaka (diocèse de Popokabaka), à Mgr Richard Kazadi (diocèse de Kolwezi), à Mgr Crispin Kimbeni, à Mgr Carlos Ndaka et à Mgr Vincent Tshomba (évêques auxiliaires de l'archidiocèse de Kinshasa) ; à Mgr Donatien Nshole (secrétaire général de la CENCO) ; à Mgr Vincent Tshomba (sa deuxième jeep, lorsqu'il a été nommé à la tête du diocèse de Tshumbe en 2022) ; à Mgr François Abeli (diocèse de Kindu) ; à Mgr André-Giraud Pindi (diocèse de Matadi).
43. Entretien avec l'abbé José Mpundu à Kinshasa, 18 août 2022.
44. Entretien avec Gertrude Ekombe à Kinshasa, le 26 août 2022.
45. Entretien téléphonique confidentiel avec un prêtre, 23 août 2022.
46. Entretien avec Gertrude Ekombe à Kinshasa, le 26 août 2022.

**E
BU
TELI**



CONGO RESEARCH GROUP
GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

Ebuteli est un institut congolais de recherche, partenaire du Groupe d'étude sur le Congo. Nos analyses portent sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli, escalier en lingala, se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur
www.congoresearchgroup.org et sur www.ebuteli.org

Ebuteli, asbl

1, avenue de la paix, Immeuble SEDEC
Kinshasa, Commune de la Gombe
République démocratique du Congo

🐦 @ebuteli
www.ebuteli.org

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York
USA

🐦 @GEC_CRG
www.congoresearchgroup.org
www.cic.nyu.edu